



HAL
open science

L'urbanité au prisme de la "rébellité" dans le monde arabe

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. L'urbanité au prisme de la "rébellité" dans le monde arabe. Villes arabes, cités rebelles, Editions du Cygne, pp.7-20, 2015, 978-2-84924-401-2. halshs-01335649

HAL Id: halshs-01335649

<https://shs.hal.science/halshs-01335649>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

L'urbanité au prisme de la « rébellité » dans le monde arabe

Roman Stadnicki

L'actualité politique internationale a précipité les villes arabes dans la lumière ; une lumière assez sombre si l'on en juge par le traitement médiatique rythmé par les menaces terroristes, les bombardements et les guérillas urbaines. L'objectif, pour les chercheurs réunis dans cet ouvrage, est précisément d'observer ces villes autrement qu'à travers l'actualité.

Il ne s'agit pas de dire que l'actualité est systématiquement déformante. Sans le travail des journalistes, nous n'aurions probablement plus aucune image de Syrie pour constater les ravages de la guerre civile à Alep ou à Homs. Il ne s'agit pas non plus de chercher coûte que coûte à éclaircir la lumière journalistique : les auteurs de ce recueil sont tous des passionnés des villes qu'ils étudient, mais ils ne versent jamais dans la contemplation naïve ou la promotion gratuite de celles-ci. Il s'agit simplement de regretter que le discours médiatique simplifie parfois un peu trop la réalité urbaine, une réalité – dans toute sa complexité – à laquelle sont particulièrement attachés ces auteurs¹. Leur démarche est, par exemple, de démontrer que les destructions en cours dans certaines villes du monde arabe n'empêchent pas pour autant les constructions – politiques, sociales, culturelles et identitaires –, qui font l'urbanité dans cette région du monde.

Voici donc le premier objectif de cet ouvrage : définir les contours et les évolutions de l'urbanité dans le monde arabe à l'heure de la surexposition des villes de la région sur la scène internationale, du fait de l'instabilité chronique dans laquelle sont désormais plongés la plupart des pays qui les abritent.

S'intéresser à l'urbanité revient à regarder, comme nous invite à le faire le géographe Marcel Roncayolo, « ce qui est dans les conduites et non dans les choses »². C'est en effet dans ce que Michel de Certeau nomme encore « les pratiques microbiennes, singulières et plurielles des citoyens »³ qu'apparaît l'urbanité. Les études incluses dans cet ouvrage se situent au plus près de ces pratiques et au cœur des systèmes d'interactions socio-spatiales. En cela, elles entrent en profondeur dans les villes arabes⁴.

Cette approche en profondeur est également rendue possible ici grâce au recours à la pluridisciplinarité. L'analyse historique permet par exemple de montrer que l'expérience des mobilisations urbaines – que l'on a trop souvent décrites au moment du déclenchement des

¹ Les parisiens, depuis que la chaîne de télévision américaine *Fox News*, peu de temps après les attentats de janvier 2015, a présenté une carte des « no go zones » de la capitale française – qui seraient d'après cette dernière des zones de non-droit interdites aux non musulmans –, doivent désormais mieux comprendre ce que ressentent les beyrouthins, les damascènes, les cairotes ou encore les bagdadiens à chaque fois que les médias occidentaux parlent de leur ville.

² Roncayolo M., 1985, *La ville aujourd'hui. Mutations urbaines, décentralisation et crise du citoyen*, Paris, Seuil.

³ De Certeau M., 1980, *L'invention du quotidien. Tome 2, Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard.

⁴ Les débats tenus ici témoignent plus généralement d'une prise en compte croissante des pratiques et des représentations des habitants dans les études urbaines sur le monde arabe ; un paradigme qui a permis, depuis les années 1990, de mieux définir les notions d'urbanité et de citoyenneté appliquées à la région : Berry-Chikhaoui I., 2009, « Les notions de citoyenneté et d'urbanité dans l'analyse des villes du Monde arabe », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], n° 18. <http://emam.revues.org/175>

« Printemps arabes » comme soudaines, inédites et inattendues – s’est souvent forgée dans le passé (**Rey**). D’une manière générale, les configurations socio-spatiales actuelles ont de fortes correspondances dans l’histoire contemporaine – correspondances dont la précision est parfois troublante (**Rey, Keilo, Znaïen**). L’analyse socio-anthropologique permet quant à elle de battre en brèche quelques idées reçues en révélant, par exemple, l’importance du loisir en territoire occupé (**Gasparotto**) ; la force de la mobilisation politique dans des espaces urbains périphériques, fermés et privatisés (**Braud**) ; ou encore la forte présence de la pratique sexuelle clandestine en milieu majoritairement islamique (**Zaganiaris**). L’analyse géographique, pour sa part, scrute les dynamiques actuelles de la mondialisation pour voir comment circulent, à différentes échelles territoriales, les formes urbaines et les modèles de gouvernance, et comment ils sont réinterprétés localement, jusqu’à ce que, parfois, la « copie » tende à faire mieux (ou plus) que l’« original » (**Sinno, Lakehal, Lazar**).

Ainsi, la présence, dans ces pages, de l’histoire, de la géographie, de la sociologie, de l’anthropologie, de l’urbanisme, de la science politique et de l’économie, alimente le vaste champ des études urbaines sur le monde arabe et constitue presque une sorte d’« urbanologie⁵ arabe » plus que pertinente pour comprendre les transformations socio-spatiales à l’œuvre dans le monde arabe urbanisé.

Si peu d’ouvrages en langue française ont été consacrés aux villes depuis le déclenchement des révoltes en 2011, celui-ci succède à des travaux majeurs qui ont largement contribué à définir le fait urbain contemporain dans le monde arabe⁶. On sait aujourd’hui grâce à ces derniers que cette région ne constitue plus vraiment une exception sur la « planète ville » : plus de la moitié de ses habitants est désormais citadine, à l’instar des habitants du reste du monde. Et les villes arabes font aujourd’hui face aux mêmes phénomènes de financiarisation, de spéculation foncière, d’aggravation des inégalités, de marginalisation sociale et de fragmentation urbaine que d’autres agglomérations de la planète, auxquelles la mondialisation fait étrangement ressembler.

Cela ne doit pas pour autant masquer une série de tendances, certes non propres au monde arabe, mais dont l’acuité particulière avec laquelle elles s’y observent autorise toutefois quelques généralisations. On notera en premier lieu que l’incapacité des États (pouvoirs publics et parapublics) à répondre à la demande sociale en matière de logements, de services et d’emplois, a conduit à l’explosion de l’économie et de l’urbanisation illégales/informelles

⁵ Paquot T., 2013, « Urbanisme, urbanologie, études urbaines : l’improbable classification », *Hermès*, n° 67.

⁶ Par ordre chronologique et sans ambition d’exhaustivité : Brown K., Jolé M, Sluglett P, Zubaida S., 1986, *Middle Eastern Cities in Comparative Perspective*, Londres, Ithaca Press ; Chaline C., 1989, *Les villes du monde arabe*, Paris, Armand Colin ; Signoles P., El Kadi G., Sidi Boumedine R., 1999, *L’urbain dans le monde arabe : politiques, instruments, acteurs*, Paris, CNRS Editions ; Boumaza N. (ed), 2005, *Villes réelles, villes projetées : villes maghrébines en fabrication*, Paris, Maisonneuve et Larose ; Souïah S.-A. (ed), 2005, *Villes arabes en mouvement*, Paris, L’Harmattan ; Elsheshtawy Y. (ed.), 2008, *The Evolving Arab City: Tradition, Modernity and Urban Development*, London: Routledge ; Pliez O., 2011, *Les cités du désert. Des villes sahariennes aux saharatowns*, Toulouse, IRD, PUM ; Ababsa M., Dupret B., Denis E., (ed), 2012, *Popular Housing and Urban Land Tenure in the Middle East: Case Studies from Egypt, Syria, Jordan, Lebanon, and Turkey*, Cairo and New York, The American University in Cairo Press; Barthel P.-A., Jaglin S. (dir.), 2013, *Quartiers informels d’un monde arabe en transition. Réflexions et perspectives pour l’action urbaine*, Paris, AFD ; Beaugrand C., Le Renard A., Stadnicki R. (dir.), 2013, « Villes et urbanisation contemporaine en péninsule arabique », *Arabian Humanities*, n° 2 ; Bennafla K. (dir.), 2013, « Villes arabes : conflits et protestations », *Confluences Méditerranée*, n° 85 ; Chapuis J. (dir.), 2013, *Villes en guerre au Moyen-Orient*, Paris, L’Harmattan ; Stadnicki R., Vignal L., Barthel P.-A. (dir.), 2014, « Arab Cities after the ‘Spring’ », *Built Environment*, n° 40-1 ; ainsi que toutes les collections et revues du laboratoire CITERES-EMAM (ex URBAMA), Université de Tours.

–laquelle concerne 15% de la population d’Amman, 30% de celle de Djeddah et près de 60% de celle du Caire⁷.

En deuxième lieu, la libéralisation économique dans les pays non pétroliers du monde arabe s’est traduite par une politique du « laisser-faire ». L’aménagement, sur fonds privés, de nouveaux espaces économiques dans les grandes agglomérations et la création de villes nouvelles pour catégories sociales aisées ont ainsi été un temps envisagés pour lutter contre la paupérisation de villes en proie à une très forte croissance. Les « cités du désert » qui ont émergé entre les années 1970 et 1990 en périphérie du Caire, occupent par exemple 50% du territoire urbanisé de la capitale égyptienne tandis qu’elles abritent moins de 20% de sa population⁸. La multiplication un peu partout dans la région, de ces villes nouvelles, ainsi que de centres touristiques de masse et de luxe, de zones industrielles, de technopôles, etc., n’a cependant pas permis d’endiguer les problèmes de la majorité de la population urbaine, tels que l’augmentation du chômage, la faiblesse des infrastructures scolaires et sanitaires, la pénurie de services publics, etc.⁹ Au niveau national, la concentration des investissements dans les plus grandes agglomérations et au sein de secteurs économiques très spécifiques, a contribué à creuser les iniquités territoriales. Le modèle de développement économique et urbain fondé en grande partie sur la capture d’une rente foncière par une oligarchie d’hommes d’affaires liés aux dirigeants des partis au pouvoir jusqu’en 2011 – et s’exprimant avec acuité dans la multiplication de « mégaprojets » entre les années 1990 et 2000 – semble être à l’origine de certaines cassures gouvernementales dans la région¹⁰.

D’autres changements récents ont par ailleurs profondément modifié les pratiques urbaines et les rapports des habitants à l’espace : la diffusion des réseaux techniques accompagnant la croissance urbaine, le développement de la mobilité urbaine et notamment des déplacements pendulaires – dû à l’accroissement des transports en commun privés et de la voiture individuelle –, la restructuration des activités commerciales, engendrant l’apparition d’un marché de consommation de masse et le développement du commerce informel.

Ces tendances « régionales » sont-elles toutefois encore valables lorsque l’on passe à une échelle plus fine ? La diversité des terrains traités dans cet ouvrage – Le Caire, Suez et Tanta (Égypte), Beyrouth et Nabatiyeh (Liban), Jérusalem et Ramallah (Palestine), Tunis et Douz (Tunisie), Constantine (Algérie), Doha (Qatar), Kiffa (Mauritanie), ainsi que des villes de Syrie et du Maroc – rend bien compte de la diversité des situations urbaines dans le monde arabe. La convocation de la typologie en « trois groupes » établie par Claude Chaline reste de ce point de vue opératoire¹¹. On peut en effet différencier les pays exportateurs de pétrole qui ont investi très récemment (années 1980 et après) et massivement dans la croissance urbaine au point d’éclipser la population rurale. Il s’agit essentiellement de la péninsule arabique (à l’exclusion du Yémen) et de la Libye (d’avant la guerre) où les urbains représentent environ 90 % de la population. Les pays du Maghreb et du Machrek, bien qu’aux ressources inégales, se rejoignent par une assez forte tradition urbaine, mais aussi par une forte présence d’outils d’aménagement du territoire – pas forcément mis en œuvre comme le montrera David Sims dans ces pages pour le cas de l’Égypte et de la Tunisie – hérités des influences occidentales. Les populations urbaines et rurales y sont plus ou moins équilibrées. Le Yémen, le Soudan et

⁷ Chaline C., *op. cit.*

⁸ Sims D., 2015, *Egypt’s Desert Dreams*, Cairo, AUC Press.

⁹ Stadnicki R., Vignal L., Barthel P.-A., *op. cit.*

¹⁰ Verdeil E., 2011, « Villes arabes en révolution : quelques observations », *Métropolitiques* : <http://www.metropolitiques.eu/Villes-arabes-en-revolution.html>

¹¹ Chaline C., *op. cit.*

la Mauritanie constituent quant à eux un groupe de pays caractérisés par une croissance urbaine plus tardive et très faiblement encadrée par les pouvoirs publics. Ils sont aussi les pays qui comptent encore aujourd'hui une majorité de ruraux.

C'est donc pour ne pas être trop pris dans ces contradictions contre-productives entre unité et diversité de l'urbain dans le monde arabe que cet ouvrage s'est doté d'un second objectif : saisir ces villes sous l'angle de la « rébellité ».

Ce qu'indique l'emploi du néologisme « rébellité », c'est que l'ouvrage ne porte pas uniquement sur les rébellions urbaines, mais qu'il regarde au-delà des seuls moments d'insurrection citadine qui ont conduit aux soulèvements des peuples arabes en 2011 et aux conflits armés actuels. Parler de cités rebelles (ou de « rébellité » urbaine), dans notre cas, revient également à chercher dans d'autres dimensions de la vie urbaine des formes variées d'insoumission et d'insubordination. L'adjectif « rebelle » appliqué aux villes arabes renvoie donc ici autant au non-respect, par les acteurs urbains de tous bords, des règles – qu'elles soient juridiques, sociales, environnementales, etc. –, qu'à l'invention de nouvelles formes de solidarité, d'expérimentation et d'organisation collective, en marge de cadres institutionnels frappés, de surcroît, d'instabilité structurelle¹².

On ne pourra nier avoir été inspiré par le titre du dernier livre de David Harvey, théoricien, dans la lignée d'Henri Lefebvre, du droit à la ville et de la révolution urbaine¹³. Nos intentions diffèrent cependant. Incitant à « bâtir collectivement la ville socialiste sur les ruines de l'urbanisation capitaliste destructrice »¹⁴, Harvey semble ne retenir qu'une acception spécifique de la rébellion urbaine, qui constituerait d'après lui un préalable encourageant à la révolution anticapitaliste qu'il appelle de ses vœux. Mais en matière urbaine, la « rébellité » n'appartient pas qu'au camp révolutionnaire et anticapitaliste. Les villes arabes du Golfe, qui incarnent un modèle de développement économique largement néolibéral comme l'expliquera Mehdi **Lazar** pour le cas de Doha, n'en sont pas moins rebelles lorsqu'elles se livrent à une course sans fin à la démesure urbanistique, rivalisant en méga-projets, et allant, pour ce faire, jusqu'à enfreindre les règles du droit international du travail et celles, plus implicites, de la justice sociale et environnementale.

Il y a donc plusieurs manières d'apprécier qu'une ville est rebelle : par l'intensité des insurrections qui y ont cours d'abord, c'est le sens le plus commun, et aussi l'actualité pour de nombreuses villes arabes ; par la capacité des habitants à revendiquer leur « droit à la ville », dans le sens d'Henri Lefebvre et David Harvey entre autres, c'est-à-dire à « revendiquer une forme de pouvoir de façonnement fondamental et radical sur les processus d'urbanisation, sur la manière dont nos villes sont créées et recrées »¹⁵ ; enfin, par les moyens mis en œuvre par les différents acteurs urbains pour contourner ou détourner les normes et codes locaux et internationaux en vigueur en matière de production urbaine.

¹² N'a-t-on pas appelé « rebelles » les opposants syriens au régime d'Assad qui sont parvenus à reprendre en main l'administration territoriale dans certaines localités urbaines passées sous leur contrôle ? La résistance, dans ce cas présent, avait engendré une forme alternative d'auto-gestion de l'espace urbain. Kachee A., 2013, « Trajectoires de villes syriennes dans la révolution : vers l'émergence d'une citoyenneté », *Confluences Méditerranée*, n° 85, p. 103-113.

¹³ Harvey D., 2015, *Villes rebelles. Du droit à la ville à la révolution urbaine*, Paris, Buchet Chastel.

¹⁴ Harvey D., *op. cit.* p. 271.

¹⁵ Harvey D., *op. cit.* p. 30.

Villes arabes, cités rebelles apprécie à leur juste valeur ces trois aspects de la « rébellité » urbaine et les met en perspective avec les trois dimensions constitutives de l'urbanité que sont le politique, les sociabilités et la morphologie urbaine. Les villes arabes apparaissent donc dans ce livre à la fois comme « espaces politiques », « espaces d'identification » et « espaces d'expérimentation » mettant à chaque fois en scène des acteurs sociaux défiant le territoire, et réciproquement.

Espaces politiques – des villes et des luttes

La ville est depuis longtemps le site privilégié des mouvements de revendication, comme l'écrit Cynthia Ghorra-Gobin en s'appuyant sur l'exemple des mobilisations des Noirs dans les villes du sud des États-Unis dans les années 1950 qui avaient conduit, entre autres, au boycott des transports en commun¹⁶. David Garrioch a quant à lui démontré que les transformations urbaines de Paris au XVIII^{ème} siècle avaient facilité l'avènement de la Révolution française¹⁷. Matthieu **Rey**, dans son texte sur la Syrie, confirme que les villes y ont été, lors des deux épisodes révolutionnaires de 1963 et de 2011, un « cadre de l'apprentissage de la rébellion », autant pour les militaires d'hier que pour les étudiants d'aujourd'hui. Il montre, en s'inspirant des travaux d'Assef Bayat¹⁸, comment aux deux époques distinctes qu'il analyse, dans ce qu'il nomme les « interstices de la ville - ces espaces dans lesquels les contrôles sociaux décroissent », s'épanouit une individualisation de la conscience politique, et ce en dépit des reconfigurations urbaines très importantes qu'a connues la Syrie depuis les années 1970. Toujours au sujet de la Syrie, Jack **Keilo** montre à quel point l'urbain fonctionne comme un lieu majeur d'action politique. Il relate la « guerre onymique » que se livrent les différentes forces en présence qui cherchent à modifier les cartes et laisser des traces sur le territoire. Certains quartiers et certaines rues de villes particulièrement disputées ont ainsi été rebaptisés jusqu'à trois ou quatre fois en quelques années de guerre civile –, signe que l'appropriation, même symbolique, de l'espace public par un groupe social entraîne le pouvoir d'inclure ou d'exclure les autres.

Dans un contexte de lutte, la ville apparaît donc autant comme un territoire-enjeu que comme un territoire-ressource pour les groupes sociaux qui en revendiquent le contrôle. Cela apparaît clairement dans les situations où les tribus, comme celles de Tunisie ou de Mauritanie qu'évoque Vincent **Bisson** dans son texte, investissent la ville en cherchant à perpétuer le lien communautaire. Cette « collusion entre tribalité et urbanité » fait que l'ancrage de la tribu dans la ville devient un combat politique à remporter dans les urnes, alors que la démocratisation change la donne et oblige à la recherche de nouveaux liens politiques et territoriaux. Julie **Chapuis**, dans l'article qu'elle consacre à Nabatiyeh (Sud Liban), montre quant à elle que le Hezbollah en a fait l'une des places fortes de sa « résistance », non seulement en y « instrumentalisant le potentiel contestataire », mais aussi en en valorisant le « capital symbolique », notamment par le biais d'un certain nombre d'actions en faveur de la protection du patrimoine architectural. La réussite locale du Hezbollah s'explique, d'après l'auteur, par sa capacité à synthétiser ainsi les revendications des classes populaires et celles de l'élite citadine, sensible à la revalorisation d'un territoire ostracisé par le pouvoir central.

¹⁶ Ghorra-Gobin C., 2013, « La ville, site privilégié des mouvements de revendication », *Tous urbains*, n°3, p. 48-49.

¹⁷ Garrioch, D., 2013, *La Fabrique du Paris révolutionnaire*, Paris, La Découverte.

¹⁸ Bayat A., 2010, « Introduction », dans Herrera L., Bayat A., *Being Young and Muslim, New Cultural Politics in the Global South and North*, Oxford, Oxford University Press.

Les clivages territoriaux (capitale/province, centre/périphérie, urbain/rural, etc.) existent aussi en Égypte, comme le révèle Clément **Steuer**. Ils y sont même au moins aussi déterminants que les clivages sociaux, dans les différents soulèvements qu'a connus le pays depuis 2011. À partir des villes de Suez et Tanta qu'il a plus particulièrement étudiées, l'auteur relativise toutefois les visions dichotomiques propres aux analyses en surface. Les populations locales se sont en effet autant soulevées contre Moubarak en 2011 que contre Morsi en 2013. C'est au cœur du Delta du Nil que s'est d'ailleurs produit le basculement de l'opinion égyptienne, dans ce qu'Éric Denis nomme les « villes introuvables »¹⁹. Dans cette région, ajoute Steuer, « les villes sont issues de la campagne et les villages sont urbanisés, (...) la révolution des transports a permis au cours des dernières décennies un essor spectaculaire des migrations pendulaires, beaucoup d'habitants du Delta travaillant ou étudiant au Caire ou à Alexandrie, et faisant l'aller-retour dans la journée ». L'analyse fine des pratiques fournit donc ici une lecture plus nuancée des discontinuités et divisions territoriales.

Espaces d'identification – citoyens insoumis

De Tunis à Ramallah en passant par Le Caire et Rabat, les vies citadines tendent certes à s'uniformiser, à se ressembler entre elles et à celles du reste du monde, mais elles semblent néanmoins aussi se démarquer par une longue expérience d'insoumission au sens large. Il apparaît en outre que plus les normes et le contrôle territorial sont lourds, plus les processus d'identification sont riches et complexes. Mariangela **Gasparotto** se demande ainsi, d'une part, si les évolutions récentes qu'elle constate dans la société urbaine de Ramallah – montée de l'individualisme et émergence d'une classe moyenne consumériste et dépolitisée notamment –, sont une conséquence de la situation d'occupation ou le simple reflet de la mondialisation de l'urbain. D'autre part, elle affirme que la citoyenneté locale se façonne en partie dans des lieux de sociabilité (des cafés principalement) qui se détachent *a priori* du conflit israélo-palestinien... jusqu'à ce que le conflit ne resurgisse dans ces lieux et entraîne la fermeture. Il n'y a pas de lieu urbain totalement imperméable au conflit et à la politique. C'est aussi ce que révèle l'analyse d'Élise **Braud**, qui a pu prendre la mesure de la politisation des classes moyennes résidant dans les quartiers fermés – *compounds* et *gated communities* – du grand Caire. Dans ces espaces conçus en rupture totale avec le modèle de la ville-centre et sa place Tahrir s'invente pourtant, selon l'auteur, « un rapport alternatif au politique caractérisé par sa non-violence et une mixité partisane globalement bien tolérée ». Là encore, les pratiques et les représentations des habitants invitent à ne pas surestimer l'exclusion de la périphérie, ni la mixité du centre ; ceci étant valable à toutes les échelles territoriales.

Selon Nessim **Znaïen** et Jean **Zaganiaris** qui s'intéressent respectivement à la consommation de l'alcool à Tunis sous le protectorat et à la sexualité dans les villes marocaines à travers la littérature : qui dit « règles du jeu » dit « jeu avec les règles », pour reprendre une expression de ce dernier. À l'époque interdite en ville arabe et autorisée en ville occidentale, la consommation d'alcool introduit en réalité des circulations et des porosités entre ces deux ensembles urbains tunisois opposés l'un à l'autre sous le protectorat. De même, l'insoumission aux règles en vigueur, interdisant notamment les comportements portant atteinte à la pudeur, se produit dans le Maroc contemporain à travers la « sexualité clandestine ». Celle-ci s'invite dans l'espace littéraire d'abord et dans l'espace concret de la ville ensuite, grâce aux lieux de diffusion de la littérature. Zaganiaris évoque ainsi la

¹⁹ Denis E., 2007, *Villes et urbanisation des provinces égyptiennes. Vers l'écoumènopolis ?*, Paris/Le Caire, Karthala/CEDEJ.

« dimension érotique » des espaces urbains marocains, désavouant les thèses différentialistes et culturalistes qui envisagent un « monde islamique où la sexualité serait taboue, censurée, en adéquation avec les prescriptions coraniques ».

Espaces d'expérimentation – la fabrique urbaine controversée

Les controverses autour du développement urbain dans le monde arabe sont nombreuses. Autant contestée par les habitants exclus la plupart du temps des processus décisionnels, que par les investisseurs freinés par la bureaucratie locale, et même par les acteurs publics dont l'action sur le terrain se limite souvent *in fine* à de la régulation sociale, l'urbanisation dans le monde arabe est bien affaire de confrontations et de compromis²⁰. David **Sims** observe dans ces pages que les instruments de gestion urbaine, pourtant pléthoriques en Égypte et en Tunisie, ont évolué moins vite que les espaces qu'ils sont sensés encadrer et réguler²¹. D'inspiration occidentale, ces outils juridiques, s'ils traduisent l'enthousiasme des gouvernements pour les principes modernistes de planification territoriale, semblent peu opératoires pour décentraliser le pouvoir à l'échelle municipale, distribuer les titres fonciers, encadrer l'auto-construction, etc.

Valérie **Clerc** et Maïa **Sinno** prédisent avec David Sims un retour à la dualité urbaine dans la région, non plus entre une ville ancienne dite arabo-islamique et une ville européenne mais entre les enclaves de l'urbanisme de grands projets d'un côté, et les zones d'habitat populaire négligées par la puissance publique de l'autre. Symptôme de l'urbanisation à l'ère néolibérale, ce « retour à la dualité » s'observe aujourd'hui avec une acuité particulière à Beyrouth où Valérie Clerc décrypte les enjeux de la loi de suspension des anciens baux locatifs votée en 2014. Les conséquences s'observent déjà, d'après elle, au niveau de la mixité sociale du centre-ville, introduite par ces loyers bloqués fonctionnant dans le passé comme un « logement social de fait ». La loi entraîne par ailleurs des déplacements de populations dans les périphéries de plus en plus saturées de la capitale, ainsi qu'une dégradation du patrimoine urbain, récupéré en vue d'être démoli par des promoteurs immobiliers. Au Caire (Sinno), la mixité sociale de la corniche du Nil est également menacée, non pas par une loi sur les loyers cette fois, mais par les investissements opérés par les compagnies immobilières privées en provenance du Golfe. Bien que certaines critiques émanant de révolutionnaires aient porté en 2011 sur les achats frauduleux de terrains par certaines de ces compagnies, bien que les batailles de rue en 2012 et 2013 aient pris pour cibles les immeubles réalisés par ces dernières, la tendance à la gentrification à marche forcée de la corniche ne devrait pas s'inverser. Le Président Sissi s'est encore rapproché du Golfe et de ses acteurs publics et privés pour qui l'architecture et l'urbanisme constituent les premiers vecteurs d'influence dans la région.

Rien de tel, pour comprendre les évolutions en cours à Beyrouth et au Caire, qu'un détour par la source d'inspiration. C'est ce que nous invite à faire Mehdi **Lazar** dans son texte sur Doha, un « espace fracturé localement mais connecté globalement » sous l'effet de ce qu'il appelle l'« urbanisme instantané ». Les grands projets en cours à Doha, à l'instar de ceux que l'émirat finance au Caire par exemple, qui prennent la forme d'enclaves résidentielles ou fonctionnelles, ont deux fonctions : « produire un retour sur investissements dans leurs secteurs respectifs, mais aussi projeter dans le monde une image globale qui peut être

²⁰ Signoles P., El Kadi G., Sidi Boumedine R., *op. cit.*

²¹ L'article de David Sims est rédigé en anglais. Nous remercions l'éditeur d'avoir accepté de le publier dans sa version originale.

commercialisée ». Dans ce cas de figure, la réception de la fabrique urbaine par les populations locales est tout à fait secondaire.

La relativisation de l'impact de cet urbanisme « fragmentogène » viendra ici de l'Algérie. À partir de l'exemple de Constantine, Ahcène **Lakehal** montre comment la ville nouvelle d'Ali Mendjeli située dans sa périphérie, certes non construite à l'aide des capitaux du Golfe mais arbitrairement décidée par l'État central et laborieusement mise en œuvre par les autorités municipales, constitue désormais une « nouvelle forme d'urbanité en périphérie ». Cela fut possible uniquement grâce aux habitants et commerçants qui ont communément investi cette ville nouvelle, initialement vouée à accueillir les mal-logés de Constantine et quelques industries. Aujourd'hui, « cette nouvelle urbanité détone par la pluralité des acteurs sociaux qui contribuent à son émergence mais aussi par sa capacité à inventer ou à réinventer les espaces publics, ainsi qu'à favoriser la redéfinition des identités urbaines, alors même que l'espace où elle se forme donne toujours l'impression d'être discontinu, instable, évolutif et mal fixé ».

En conclusion, tant que les villes arabes seront le théâtre de politisations, d'identifications et d'expérimentations, il faudra suivre de près leur parcours, un parcours rebelle qui n'entre totalement dans aucun cadre, ni celui de l'autoritarisme, ni celui du néolibéralisme. Ces parcours urbains en disent souvent plus long que les discours politiques et les interprétations journalistiques sur les changements en cours dans les sociétés arabes.